



www.ecolo.be

SERVICE PRESSE

Eric BIERIN
+32.2.211.33.12
+32.475.28.48.74

José CORDOUIL
+32.2.211.33.13
+32.475.75.38.73

Dossier de presse

**« Plan MARSHALL »
Gouvernance
&
Pratiques politiques**

Jean-Michel JAVAUX
Secrétaire fédéral

Bernard WESPHAEL
Chef de groupe

Marcel CHERON
Député wallon

Monika DETHIER
Députée wallonne



Namur, le 5 octobre 2005

www.ecolo.be

Un « Plan Marshall » Gouvernance & pratiques politiques

ECOLO l'avait réaffirmé avec force dès la rentrée politique : on ne réussira pas le Plan Marshall de relance économique pour la Wallonie, si on ne met pas simultanément en œuvre un « Plan Marshall » de la gouvernance et des pratiques politiques.

Il y a plus d'un mois, la majorité rouge-romaine nous riait au nez sur les plateaux de télévision comme au Parlement, convaincue qu'elle était de pouvoir **faire l'impasse totale sur la bonne gouvernance**.

Quelques scandales et une démission plus loin, nous osons espérer qu'elle entende notre message.

D'autant plus que le CDH semble avoir repris à son compte notre exigence d'un plan Marshall politique et que le futur Ministre-Président s'est déclaré favorable à certaines réformes, même si son propre cumul exprime d'emblée un mauvais signal...

A la veille de la prestation de serment du Premier wallon, nous estimons plus que jamais impérieux de passer des paroles de circonstance à une action rapide et structurante !

La prise de conscience ne suffira pas. La Wallonie a autant besoin de transparence (*glasnost*) que d'une réforme radicale (*perestroïka*) de sa gouvernance et des pratiques politiques de bon nombre de ses mandataires.

A défaut, non seulement la classe politique sera confrontée à une crise démocratique sans précédent, mais la relance économique de la Région sera elle-même compromise, tant le mal wallon tuera dans l'œuf tout espoir de renouveau.

C'est dans un esprit résolument constructif qu'ECOLO remettra au futur Ministre-Président son projet de « Plan Marshall » de la gouvernance et des pratiques politiques, décliné en 10 axes majeurs, dont une série d'éléments sont déjà traduits en propositions de décret déposées au Parlement.

Enfin, Ecolo veut prendre ses responsabilités au sein d'une **commission parlementaire spéciale pour le renouvellement de la gouvernance et des pratiques politiques**, à la création de laquelle nous appelons de nos vœux.

5 CHANTIERS PRIORITAIRES

1. TRANSPARENCE SUR LE CŒUR DE LA CRISE

Si le travail de la Justice est indispensable, le politique doit prendre le taureau par les cornes en réalisant un diagnostic complet des problématiques que l'actualité a mises en lumière.

ECOLO propose de confier à la Cour des comptes un audit général sur le logement, un rapport spécial sur les avocats et un autre sur les missions confiées aux réviseurs (cf. axe 1).

2. TRANSPARENCE DE LA COMPTABILITE ET DES MARCHES PUBLICS

L'utilisation des deniers publics doit se faire en totale transparence, tant au bénéfice des mandataires que de la population. C'est indispensable pour l'exercice d'un contrôle démocratique.

ECOLO formule 9 propositions pour pallier les carences et renforcer les dispositifs existants. Par exemple, la publication des listes des subsides de la Loterie Nationale et l'accès des mandataires à la comptabilité (cf. axe 2).

3. CUMULS ET CONFLITS D'INTERET

Si la question des incompatibilités et des cumuls de mandats est centrale dans les errances et scandales actuels, elle est plus fondamentalement au cœur d'un système wallon de malgouvernance.

ECOLO souhaite un intense décumul des mandats (cf. axe 3), de même que l'organisation, à partir de l'autorité de tutelle et de la Cour des comptes, d'un dispositif de contrôle a priori et a posteriori des conflits d'intérêts (cf. axe 4).

ECOLO demande par ailleurs que les mandats privés soient intégrés dans les règles plafonnant les rémunérations (cf. axe 5).

4. LUTTE CONTRE LE CLIENTELISME ET LES PASSE-DROITS

Clientélisme et règne des passe-droits dominant trop souvent le fonctionnement des institutions publiques wallonnes. La Région ne pourra rebondir sans l'abolition de ce système de dépendance et de pouvoir.

ECOLO veut introduire un code de déontologie sur base décrétable, dans des termes clairs, précis et exigeants, assorti de sanctions, notamment pénales (cf. axe 6).

5. IDENTITE WALLONNE AU SERVICE DE LA DEMOCRATIE

Sous-régionalismes et baronnies sont coûteux pour la collectivité et minent l'émergence d'une vision wallonne et d'une autorité régionale. Il faut réduire la voilure, dans le respect des missions et de l'emploi.

ECOLO veut simplifier les institutions intermédiaires, rationaliser les outils économiques, supprimer les provinces, et élire une partie du Parlement sur base d'une circonscription unique régionale (cf. axe 8).